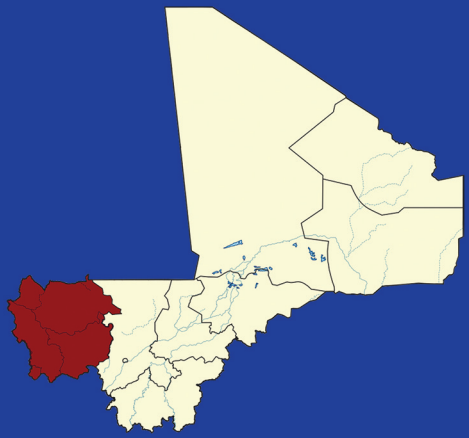
DEFIS ET BESOINS SECURITAIRES LOCAUX A KAYES :

DE LA PARTICIPATION DES OSC ET DES POPULATIONS DANS LE PROCESSUS DE REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE



Dr Aly TOUNKARA

Mme Maichata COULIBALY

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

CERM
Centre d'Etudes et de Réflexion au Mali

Co financé par l'Union européenne

DEFIS ET BESOINS SECURITAIRES LOCAUX A KAYES :

DE LA PARTICIPATION DES OSC ET DES POPULATIONS DANS LE PROCESSUS DE REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE

Dr Aly TOUNKARA
Enseignant-Chercheur

Mme Maichata COULIBALY
Experte en Genre et Décentralisation

Juin 2021

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako

Représentant Résident : Christian Klatt

Coordination : Abdourhamane Dicko et Soumaila LAH

Badalabougou Est, Rue 27 porte 49

BP. 428 Bamako - Mali

Tél. +223 20 22 44 24

Fax : +223 20 22 91 13

E-Mail : info@fes-mali.org

Site web : www.fes-mali.org

ISSN : 978-99952-75-11-2

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES. « Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES ».

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne. La coordination a été assurée par le Centre d'Études et de Réflexion au Mali (CERM).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 7

RÉSUMÉ 9

INTRODUCTION 13

RÉSULTATS ISSUS DU TERRAIN 28

1. DES INITIATIVES DE GOUVERNANCE ET RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU MALI DIVERSEMENT APPRÉCIÉES PAR LES ACTEURS 33

1.1 Conseil National pour la Réforme du Secteur de la sécurité (CNRSS)[4] 35

1.2. Commissariat à la Réforme du secteur de la Sécurité (C-RSS) 36

1.3 Comités consultatifs de sécurité (CCS) 37

1.4 Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger 39

2. ÉTAT DES LIEUX DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA RSS DANS LA RÉGION DE KAYES 41

2.1 Défis et contraintes d'une appropriation inclusive de la RSS par les acteurs 44

2.2 Société civile et contrôle démocratique du secteur de la sécurité .46

2.3 Potentiels de la société civile et gouvernance du secteur de la sécurité 49

3. JEUNES ET FEMMES OUBLIÉES À TOUS LES NIVEAUX 51

4. DES INITIATIVES LOCALES DE SÉCURITÉ À LA PROBLÉMATIQUE DU RESPECT DES DROITS HUMAINS À KAYES 55

5. POUR UNE PARTICIPATION RÉELLE ET INCLUSIVE DES POPULATIONS CIVILES DANS LE PROCESSUS DE LA RSS 59

5.1 Obstacles 60

5.2 Opportunités 60

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 62

WEBOGRAPHIE 64

SIGLES ET ABREVIATIONS

CAFO	Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination l'égard des femmes
CERM	Centre d'Études et de Réflexion au Mali
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable
DCAF	Democratic control of armed forces
FAMA	Forces Armées Maliennes
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affaire
ODD	Objectifs du développement Durable

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civile
PNG	Politique Nationale du Genre du Mali
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité intérieure
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RECOTRADE	Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
R 1325	Résolution 1325
R 2250	Résolution 2250
UE	Union européenne

RESUME DE L'ETUDE

La présente recherche s'inscrit dans le cadre du projet *« Sécurité pour tous - Promouvoir la sécurité inclusive et la gouvernance démocratique grâce à la participation des organisations de la société civile au Mali, au Nigéria, au Cameroun et dans la région élargie de la CEDEAO ».* S'intéressant aux défis, notamment locaux et les besoins des populations en matière de sécurité, ainsi qu'à la mise en œuvre du processus national de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) dans la région de Kayes, elle met en lumière la méconnaissance d'un nombre important d'acteurs étatiques et non étatiques de l'existence de politiques œuvrant pour une sécurité inclusive et une gouvernance démocratique. Il est à noter qu'une des finalités recherchées par cette réforme au Mali consiste à *« procurer au Malien des conditions de vie honorables et décentes, garantissant la satisfaction des besoins essentiels pour tous, en exploitant toutes les opportunités nationales et internationales, en dépit des risques et menaces qui pourraient ralentir, voire compromettre sa réalisation »*[1]. Or, il se retrouve que **le processus reste centré sur une échelle restreinte** parce que les instances qui doivent concourir à une appropriation nationale sont pour le moment, certes créées officiellement, non opérationnelles, selon les informations obtenues sur le terrain. L'étude a montré aussi que les femmes et les jeunes sont défavorisés par l'existence de facteurs (pas exhaustifs) tels que le culturel, le social, le religieux et l'institutionnel à certains égards qui leur confèrent un rôle d'exécutant-e-s et non de décideuses/décideurs. Il est ressorti de la recherche, **le désir de plus en plus ardent des acteurs rencontrés, notamment ceux de la société civile à participer effectivement au processus de la RSS et de la gouvernance démocratique.** En outre, l'implication du Mali dans certains processus et engagements nationaux, sous-régionaux et internationaux en faveur des jeunes, des femmes et d'autres groupes vulnérables constitue également une aubaine en vue d'arriver à une sécurité pour tou-te-s.

Mots-clés : Réforme du Secteur de la Sécurité, Gouvernance démocratique, inclusion, genre, femmes, jeunes, syndicats, Société civile

Au regard des développements qui ont suivi et sur la base des propositions

Recommandations stratégiques pour une implication effective de la société civile dans la RSS

formulées par les communautés interviewées, l'étude recommande une série d'actions programmatiques adressées à l'État, aux partenaires du développement et à la société civile en vue d'une implication effective de la société civile de manière large dans le RSS. Ces recommandations sont catégorisées comme suit :

Dresser une cartographie des organisations de la société civile intervenant dans la gouvernance/réforme du secteur de la sécurité.

Les analyses révèlent une multiplicité d'acteurs de la société civile sur les questions touchant à la réforme et à la gouvernance de la sécurité dans sa dimension de sécurité humaine. Seulement quelques organisations se sont démarquées comme étant des acteurs majeurs dans la gouvernance du secteur de la sécurité, notamment ARGA, CONASCIPAL, Think peace, AFIP (Association des femmes pour les initiatives de paix), IMRAP, etc.

Un cadre de rencontres existe au niveau d'EUCAP Sahel Mali. Il convient d'analyser la capacité d'influence de l'observatoire des organisations de la société civile pour la gouvernance, la paix et la sécurité. Il en est de même pour la Coalition Citoyenne pour la Paix, l'Unité et la Réconciliation (CCSC-PURN) qui est la faîtière de plusieurs organisations de faîtières.

Renforcer les capacités des actrices/acteurs, populations, jeunes et femmes.

Dans ce cadre, il s'agit de convient de mettre l'accent sur les actions suivantes en vue d'un plaidoyer en faveur d'une gouvernance et réforme de la sécurité plus inclusive et adaptée aux besoins des populations. La représentativité ou la présence des organes de la RSS au niveau local et leur articulation avec les dynamiques nationales permettrait de mieux ancrer le processus dans le contexte social malien en tenant compte des spécificités

locales. Cela permettrait également de faciliter la mise en œuvre holistique du processus, le suivi et l'évaluation. Ces acteurs et actrices de la RSS au niveau local doivent pouvoir bénéficier des formations continues sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité et un système de pérennisation des acquis doit être mis en place de sorte à pallier les mutations/changements de postes de ces actrices/acteurs. Ces formations continues doivent tenir compte des questions liées à l'égalité de genre et aux aspects sexo-spécifiques.

- Opérationnaliser les organes de la RSS, notamment le fonctionnement des relais au niveau régional et communal en vue d'une légitimité en tenant compte de l'implication effective des organisations de la société civile,

- Organiser des plaidoyers pour une relecture des organes directionnels de la RSS en vue d'une pleine participation de la société civile (présence au CSNRSS, au Commissariat et dans les Comités consultatifs locaux),

- Organiser un plaidoyer en faveur d'un financement endogène de la RSS.

Mettre en place un dispositif d'évaluation et de capitalisation des expériences (national, régional et local avec un accent particulier sur les collectivités territoriales.

Ce dispositif aurait l'avantage de centraliser toutes les informations relatives à la participation citoyenne à la gouvernance de la sécurité et aux actrices/acteurs du secteur, dans une localité donnée. Il constituerait une base de données ou un observatoire de la sécurité.

Assurer une formation continue sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité à l'endroit des FDS.

Cette offre de formation continue permettrait de toucher à un nombre important des éléments de forces de défense et de sécurité, car beaucoup d'entre eux n'ont pas suivi de formations à cet effet. Il est ressorti aussi des enquêtes du

terrain qu'au regard de la situation sécuritaire délétère que connaît le Mali depuis 2012, les recrues dans les différents corps de l'armée recevraient de plus en plus de formations accélérées qui ne leur permettraient pas à certains égards, d'aborder suffisamment les aspects nécessaires à une appropriation effective des connaissances basiques sur la RSS et d'autres aspects des droits de l'homme.

Relire les textes régissant la RSS pour une gouvernance inclusive et démocratique.

A la lecture de différents entretiens réalisés, les populations civiles ont l'impression que la RSS est une affaire entre État et mouvements armés. Même si la société civile est associée au processus, les modalités de sa désignation lui font dépendre du vouloir du représentant de l'État.

Rendre l'application effective de la loi 052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le Genre dans l'Accès aux Fonctions Nominatives et Électives.

Pour des raisons diverses, cette loi est certes salutaire mais souffre en partie de la non effectivité qui doit être relativement nuancée avec un focus sur les postes nominatifs qui posent le plus de problèmes jusque-là. Les statistiques de la région de Kayes font état de cinquante-deux (52) directions, toutes présidées par des hommes. En effet, les femmes et les jeunes de la région de Kayes entendent accompagner le gouvernement de la transition dans le but d'arriver à une gouvernance plus inclusive et démocratique conformément à l'article 3 du décret qui prévoit que les mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives soient effectivement et réellement appliquées.

INTRODUCTION

La question de la sécurité pour tous constitue de nos jours l'une des préoccupations majeures de l'État malien. Cela se traduit dans le fait par les politiques et initiatives engagées (RSS, Stratégie Nationale de la sécurité, Commissions Parlementaires sur la Sécurité etc.) En dépit des efforts consentis, la situation sécuritaire reste délétère dans la région de Kayes[2]. Autrefois confinée dans la partie septentrionale du Mali, l'insécurité semble atteindre toutes les régions du Mali. Si elle touche particulièrement le Centre et le Nord du pays, aucune localité n'est à l'abri au regard de la complexité et de la profondeur de cette crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012. En parlant des acteurs de la sécurité, au Mali, ils comprennent de façon générale et non exclusive : les Forces Armées du Mali (FAMa), et les forces paramilitaires (institution pénitentiaire, protection civile, Police Nationale…), la justice et les organisations de la société civile.

En raison des difficultés d'ordre sécuritaire auxquelles le Mali est confronté, il est avéré judicieux de questionner les mesure actions engagées pour une sécurité humaine, d'où la raison d'être de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) qui apportent un nouveau paradigme, une nouvelle approche de compréhension et des perceptions de l'offre de sécurité par les acteurs. La RSS offre ainsi une dimension inclusive et participative de toutes les composantes de la société (militaires et civiles) à la sécurité. A ce titre, le secteur de la sécurité couvre *« un large spectre d'institutions, organisations, organes, groupes et autres acteurs, allant des institutions étatiques de sécurité aux groupes d'entreprises de sécurité non étatiques en passant par les organisations de la société civile »*[3].

[2] Avril 2020, attaques contre les Postes de Sécurité de Sebekoro et de Sanankoro dans le cercle de Kita.

[3] Zeîni Moulaye, (2005). Gouvernance démocratique de la sécurité au Mali. Un défi du développement durable, Bamako, Fondation Friedrich Ebert Stiftung.

En vue de leur opérationnalisation et afin qu'elles atteignent des résultats escomptés, ces initiatives doivent requérir une bonne gestion (bonne gouvernance) et une inclusivité permettant une appropriation des initiatives et une adhésion des populations et organisations de la société civile, d'où la notion de la *« Sécurité pour tous ».* Elle désigne la gestion et le contrôle du secteur de la sécurité sur la base des principes et valeurs de démocratie, dans l'intérêt des populations. Elle nécessite la bonne gouvernance et l'implication effective et réelle des populations dans la définition et la délivrance de l'offre de sécurité[4].

Dans ce rapport, il est question de revenir sur ces différents aspects soulevés à travers la collecte des données empiriques dans la région de Kayes, le district de Bamako et l'exploitation d'une littérature très abondante sur le sujet étudié, tout en mettant un accent particulier sur les organisations de la société civile au prisme des questions de gouvernance et de sécurité inclusive.

Le présent rapport comprend deux grandes parties : la première partie traite l'état de la littérature. Cette partie a permis d'interroger l'existant sur l'état de la *« Sécurité pour Tous »* au Mali et de revenir sur certaines actions engagées ou en cours de l'être par les acteurs étatiques et non étatiques à cet effet. Pour la deuxième partie, elle s'est essentiellement basée sur les données empiriques obtenues auprès de nos interlocutrices et interlocuteurs dans la région de Kayes et le district de Bamako à la lumière des outils de collecte de données élaborés et validés par les partenaires pour ce faire.

[4] CEDEAO, Cadre de politique de la CEDEAO pour reforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, 2016, P 8.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ADOPTÉE

Dans le but de renforcer/appuyer les reformes du secteur de la sécurité, au Mali, au Nigéria, au Cameroun et dans la région élargie de la CEDEAO en vue d'accroitre l'implication de la société civile dans les processus de réforme du secteur de la sécurité, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), en cofinancement avec l'Union Européenne (UE), entend mettre en œuvre un projet triennal (2019-2021). Le projet régional *« Sécurité pour tous »* contribuera à la mise en place d'actions et d'institutions contribuant à rendre l'offre de sécurité plus responsable, plus adaptée et plus équitable face aux besoins de sécurité et de gouvernance des populations. La participation de la société civile au processus de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité sera renforcée. Son objectif principal sera d'appréhender les questions sécuritaires en termes de défis à relever et à résoudre, ainsi que leurs divers effets/impacts sur la vie des communautés concernées.

Il s'agira, dans le cas du Mali, de doter les organisations de la société civile d'outils et de moyens pour non seulement comprendre les enjeux liés à la RSS, mais aussi de les faire participer aux échanges inter-acteurs relatifs au processus, tout en faisant valoir leurs préoccupations en qualité d'acteurs-bénéficiaires de cette réforme. Pour cela, il s'agissait de faire un état des lieux dans différentes régions du pays, puis d'identifier et de juguler les incompréhensions et les défis qui freinent une pleine participation de cette société civile au processus. A cet effet, en collaboration avec le Centre d'Études et de Réflexion au Mali (CERM), une des activités consiste en la conduite et la publication et la présentation de trois études (notamment dans les régions de Kayes, Mopti et Gao) sur les défis sécuritaires. La collecte de données, dans le cadre de l'étude de la Région de Kayes, s'est tenue dans l'intervalle du 01 au 18 novembre 2020. Elle a concerné quatre-vingt-sept personnes[5].

Le présent rapport présente les résultats de l'étude à partir d'une grille d'analyse en quatre (4) points principaux axés sur : l'état des lieux du processus de mise en œuvre de la RSS dans la Région de Kayes, les défis, les

[5] CF, partie au tableau ci-dessus pour plus d'informations sur les acteurs contactés et les localités couvertes par la recherche.

contraintes, les insuffisances d'une appropriation inclusive de la RSS, le Genre, les vulnérabilités, la RSS et enfin, les pratiques locales des populations et processus d'appropriation de la RSS. Des recommandations sont formulées à la suite du terrain pour une grande implication des populations, de la société civile et une prise en charge des besoins sécuritaires exprimés par lesdits acteurs.

La présente étude cherche à comprendre les dynamiques de la gouvernance et de la sécurité inclusive avec un focus sur le niveau d'implication des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des organisations de syndicats de travailleurs et d'autres couches sociales vulnérables dans le processus de la RSS. Pour sa réalisation, nous avons adopté une démarche méthodologique qui s'est inscrite dans une perspective essentiellement qualitative. A ce titre, elle a consisté à conduire des entretiens individuels et des focus groups.

Ces entretiens ont concerné quatre-vingt-sept (87)[6] personnes dont 23 femmes[7] et 64 hommes qui ont été sectionnées sur la base de leur rapport avec le sujet étudié. Ces personnes appartiennent à plusieurs catégories d'acteurs : des acteurs en charge de l'animation de RSS, des acteurs publics (administrateurs civils, conseilleurs techniques, porteurs d'uniforme entre autres), des organisations des femmes, des groupements de jeunes, des agents d'ONG, des syndicats de travailleurs, des structures travaillant sur la thématique, des acteurs médiatiques, des leaders communautaires et religieux, etc. La recherche s'est aussi intéressée aux échelles, c'est à dire le District (Bamako)[8], cercles (Kayes, Nioro) et commune (Sadiola).

[6] A ce nombre s'ajoute une vingtaine de participants à l'atelier de restitution qui sont venus de différents horizons de la région et ont contribué qualitativement à
améliorer le présent rapport.

[7] Il est à souligner aussi que la disparité entre le nombre de femmes et celui des hommes dans ce travail s'explique par le fait que dans les aires culturelles maliennes, les enquêtes avec les femmes sont parfois émaillées par des résistances de la part des ces dernières, parce qu'elles doivent d'abord obtenir l'accord de leur mari pour s'appéter à un tel exercice. Les quelques femmes interrogées au cours de ce travail, sont majoritairement membres des organisations des femmes.

[8] Le choix de Bamako s'explique par le fait que les acteurs en charge d'animer la RSS sont majoritairement basés à Bamako, puis le district de Bamako abrite aussi un nombre important des ressortissants de la région de Kayes. L'apport de ces ressortissants est important dans la compréhension des dynamiques des réformes à amorcer. Il est à rappeler que la plupart des infrastructures sanitaires, éducatives et même socioculturelles dans la région de Kayes, sont le fruit de ses ressortissants à travers le monde.

Tableau du profil désagrégé par sexe, localités et nombre de personnes enquêtées

Acteurs	Bamako		Région		Communes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Étatiques/ Institutionnels	5	1	9	2	3	0
OSC	0	0	13	7	13	11
ONG	2	0	0	0	1	0
Légitimités traditionnelles	0	0	4	0	1	0
Syndicats professionnels	4	0	2	2	6	0
Total	11	1	29	11	24	11
Total						87

DÉROULEMENT DU TERRAIN

A la suite de l'indentification des sites de collecte de données empiriques, une équipe d'enquêteurs a été dépêchée sur le terrain. Les procédures de collecte des données ont été établies en fonction des particularités des zones d'études. Les équipes de collecte se sont appuyées sur les facilitateurs locaux qui sont originaires des localités couvertes par l'enquête. Ces facilitateurs, avec les équipes de collecte, ont contribué à l'identification des participants aux focus-groups ainsi qu'aux entretiens individuels réalisés. Ceux-ci connaissent bien les variables sociales, culturelles et religieuses desdits milieux. Cela a permis à l'étude de toucher aux catégories initialement définies et retenues avec plus d'aisance.

Les outils élaborés et utilisés pour cette phase du terrain se présentent comme suit :

- Un guide d'entretien, élaboré pour permettre aux interlocuteurs de donner leurs points de vue, entre autres, sur les aspects de la gouvernance, la sécurité, les initiatives engagées pour une sécurité inclusive, les interactions entre les acteurs de la sécurité, la place et le rôle de la société civile, des femmes et des jeunes dans la gouvernance du secteur de la sécurité, de la gouvernance démocratique dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (RSS).

- Un guide focus- group. Des groupes de discussion par catégories de sexe et d'âge rendus possibles grâce au travail des facilitateurs, sans considération ethnique ou religieuse, ont essentiellement concerné les femmes et les jeunes des localités couvertes par l'enquête. Ces groupes ont été composés de façon à faire ressortir la diversité et les équilibres démographiques et socioéconomiques en présence au sein des communautés. Ainsi, dans les localités couvertes par la recherche, le focus a permis de recueillir les points de vue des acteurs sur les thèmes abordés. L'équipe de recherche a fait usage de différentes langues durant la collecte de données. Il s'agit de langues nationales (ou dialectes locaux) - Kassonké et Bamanankan ainsi que le Français. Le choix de la langue de discussion revenait exclusivement aux interlocuteurs.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE LA LITTÉRATURE EN LIEN AVEC LA RSS

La revue de la littérature s'est intéressée aux travaux portant sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité et, en outre, les travaux qui font le nexus, société civile, genre, paix et sécurité ont aussi fait l'objet de cette revue. Pour ce faire, elle a aussi tenté d'aborder quelques éléments définitionnels donnés aux concepts de sécurité, de la RSS, de la gouvernance en lien avec la sécurité, ainsi que ceux en relation avec le genre et la société civile.

■ SÉCURITÉ

Elle est le fait *« d'être à l'abri de tout danger ou menace. Lorsque vous êtes en sécurité, vos droits sont respectés et vous êtes traité d'une manière juste par les institutions de l'État »*[9]. Dans ce document, la Democratic Control of Armed Forces (DCAF) va loin, en affirmant que la sécurité est plus que l'absence de conflit armé. Il s'agit de vivre dans un environnement épanouissant où chaque individu a un accès équitable aux fondamentaux du vivre ensemble, notamment l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, à la démocratie et aux droits humains. Cette conception plurielle de la sécurité fait d'elle quelque chose de très vague et d'un processus dynamique. Dans lequel processus, le gouvernant, les institutions en charge des questions sécuritaires, les populations, y compris les couches vulnérables jouent rôle fondamental.

La sécurité requiert des significations et des perceptions différentes pour chaque individu et institution. Très souvent, les différents gouvernements mettent un accent particulier sur ce qui rend un État sûr, c'est-à-dire, la surveillance accrue des frontières et la mise à disposition d'une armée compétente et loyale, alors que les populations perçoivent la sécurité avant tout, sous l'angle de la sécurité humaine, c'est-à-dire la pauvreté et la crise alimentaire constituent pour de nombreux citoyen(ne)s une source d'insécurité[10].

Le sexe d'une personne (ainsi que d'autres considérations telles que l'âge, la classe sociale, l'ethnicité/clan/tribu/caste et l'orientation sexuelle) influence fortement son expérience personnelle en matière de sécurité[11].

---

[9] Megan Bastrick et Tobie Whitman, Guide pour les femmes sur la réforme du Secteur de la Sécurité, DCAF (Centre pour la Sécurité, le Développement et l'État de Droit).

[10] Sten Hagberg, Ludovic O. Kibora, Sidi Barry, Yacouba Cissao, Siaka Gnessi, Amado Kaboré, Bintou Koné et Marietou Zongo(2019), Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Fasso.

[11] Megan Bastrick et Tobie Whitman, Guide pour les femmes sur la réforme du Secteur de la Sécurité, DCAF (Centre pour la Sécurité, le Développement et l'État de Droit).

Dans ses travaux sur la gouvernance démocratique de la sécurité, Moulaye[12] identifie plusieurs formes de menace sécuritaire qui sont entre autres : insécurité urbaine et périurbaine, accumulation pléthorique et prolifération anarchique des armes légères et de petit calibre, fréquence et intensité des conflits armés, criminalité transfrontalière et transnationale, instabilité politique, précarité économique, violations des droits humains, etc.

RSS

La RSS est un processus de transformation ou du changement qui garantit que les institutions du secteur de la sécurité soient des institutions à partir desquelles les individus s'appuient et non qu'ils fuient.[13] Il ressort de la RSS qu'elle est un processus qui permet à un pays d'accroître de manière remarquable ses capacités à satisfaire avec efficacité et pertinence les besoins des populations en matière de sécurité. Cette satisfaction des besoins se veut inclusive, c'est-à-dire que les femmes et les jeunes sont impliqués dans le processus au même titre que les autres acteurs du secteur de la sécurité. Cette inclusivité du processus offre l'occasion aux populations, notamment civiles, de jouer un rôle de contrôle sur l'offre de la sécurité et en veillant sur le respect scrupuleux des droits de l'homme.

[12] Moulaye, Z. (2011). Quelle gouvernance de la sécurité ? « Problématique sécuritaire et gouvernance démocratique de la sécurité au Mali ».

[13] Ibid.

Elle est une approche systémique qui met en lumière l'interaction entre les institutions du secteur de la sécurité et vise deux objectifs centraux. Premièrement, assurer le contrôle démocratique et civil du secteur de la sécurité, par exemple en renforçant les capacités de gestion et de contrôle des départements ministériels, des parlements et des organisations de la société civile. Deuxièmement, instaurer un secteur de la sécurité efficace, accessible et efficient, par exemple en restructurant ou en échafaudant des capacités humaines et matérielles[14].

■ APERÇU SUR LA RSS AU MALI[15]

A la lecture de la situation sécuritaire délétère que connaît le Mali depuis 2013, l'ancien président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, avait déjà prévu dans son projet politique en 2013, un processus de réforme du secteur de la sécurité. Cette volonté politique du Président d'alors sera concrétisée à travers la mise en place d'un Groupe pluridisciplinaire de réflexion sur la RSS par le Ministre de la Sécurité, suivant arrêté N°4444/MS-SG du 22 Novembre 2013. Ledit groupe a mené plusieurs activités au travers d'animation des ateliers de sensibilisation et d'information dans certains départements ministériels et dans les régions administratives du pays. Après six mois d'activités, le Groupe Pluridisciplinaire a produit un rapport dans lequel, il a suggéré la création d'un Conseil National pour la RSS. Ce conseil a été créé par le décret N°2014-0609/P-RM du 14 Août 2014, avant la signature de l'Accord pour la Paix etv la Réconciliation issu du processus d'Alger relu par le décret N°2016-0401/P-RM du 09 Juin 2016 afin de prendre en compte l'Accord fixant le Cadre institutionnel de la RSS pour prendre en compte les dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger. Le CNRSS a d'abord été placé sous l'autorité du Président de la République, puis celle du premier ministre.

[14] Kristin Valasek,(s.d.). Place de la femme dans la Réforme du Secteur de la Sécurité, DCAF.

[15] Toutes les informations qui suivent ont été extraites de diapositives remises par le Commissaire Principal Sokna du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité.

Quelques actions sont réalisées par les autorités du Mali :

- Nomination du Commissaire à la RSS ;
- Nomination des membres du CNRSS ;
- Désignation des membres du Commissariat et de l'Unité technique ;
- Mise à disposition d'un siège, sis à Hamdallaye ACI 2000[16] ;
- Les Chefs de Cellules du Commissariat ont été désignés par consensus entre les trois parties signataires de l'APR[17] ;
- Lancement officiel des activités du CNRSS, le 11 mai 2017 par le Premier ministre ;
- Divers ateliers et réflexions sur le processus de RSS (notamment l'atelier de haut niveau sur la RSS tenu du 27 au 29 Mars 2018) ayant abouti à l'élaboration de la Stratégie nationale RSS ;
- Adoption de la Stratégie nationale RSS, le 06 Juillet 2018 ;
- Restitution de la SN-RSS au HCC, au CESC, aux partenaires nationaux et aux PTF ;
- Adoption du décret N°2019-0041/PM-RM du 29 Janvier 2019 portant création et modalités de fonctionnement des Comités consultatifs de Sécurité ;
- Adoption du décret N°2019-0184/P-RM du 05 mars 2019 fixant les critères d'intégration des ex-combattants des mouvements signataires dans les corps constitués de l'État, y compris dans les forces armées et de sécurité ;
- Organisation de divers ateliers sur la police de proximité ;
- Adoption du plan d'actions de mise en œuvre de la Stratégie nationale RSS par le CNRSS lors de sa session du 03 septembre 2019 ;
- Adoption du projet de décret fixant les conditions d'attribution de grades et de fonction de commandement aux ex-combattants des mouvements signataires de l'APR.

[16] L'équipement du siège a été assuré par un partenaire technique. Selon mes informations, il s'est passé beaucoup de temps entre la prise du décret et la mise à disposition du siège. Comme on peut le constater avec l'équipement et la formation à l'élaboration de la stratégie, il a fallu le concours de partenaires techniques et financiers pour les réaliser. Cela est un indicateur du manque de volonté politique car la création de la structure n'a pas été suivie par la mobilisation des moyens financiers internes pour son opérationnalisation.

[17] Le fait que tout a été ramené aux parties signataires de l'Accord , c'est pourquoi on peine à faire de la RSS quelque chose de plus inclusif.

GOUVERNANCE

La gouvernance est définie comme l'art de gérer les affaires publiques en les articulant à toutes les échelles de territoire, et d'exercer les pouvoirs au service du Bien Commun, avec l'adhésion et sous le contrôle de ceux sur qui s'exercent ces pouvoirs. Ainsi, il s'agit des systèmes de gouvernance qui allient légalité et légitimité. (Source : Pour une gouvernance légitime, Document de Capitalisation, une contribution au débat sur la gouvernance en Afrique, forum sur la gouvernance[18]. Elle permet aussi de créer un processus dynamique d'interaction entre acteurs mais surtout d'espace de formulation des attentes des populations en termes d'offre et de demande de sécurité. Elle brise, surtout, le mur de méfiance entre acteurs civils et militaires pour rendre le processus plus politique que technique.

Dans une note de la DCAF, la bonne gouvernance du secteur de la sécurité est définie *« comme un ensemble de principes, non pas un modèle institutionnel. Par conséquent, les mêmes principes fondamentaux de bonne gouvernance seront appliqués différemment d'un secteur de la sécurité à l'autre »*[19]. La même note précise que la mise en place d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité reste une approche dynamique, car elle doit s'adapter aux besoins réellement exprimés par les populations et d'être capable aussi d'anticiper les menaces en matière de sécurité. Donc, le contexte et la circonstance de l'offre de sécurité sont des éléments essentiels pour une gouvernance inclusive.

[18] ARGA, Addis Abeba, Novembre 2005.

[19] DCAF, RSS document d'information(SD). La gouvernance du Secteur de la Sécurité.

GENRE

L'un des enjeux majeurs de l'éducation est la construction de l'identité comme résultat à la fois stable et provisoire, individuel et collectif, objectif et subjectif de différentes formes de socialisation auxquelles l'individu fait l'objet[20]. En effet, le genre interroge les identités et les relations qui rythment les rapports entre les femmes et les hommes dans une société donnée[21]. Des rôles et des fonctions sont attribués aux deux sexes en fonction des cultures, des religions, des classes sociales, des ethnies, etc. Ce caractère dynamique et subjectif des rôles sont importants à mettre en évidence dans la compréhension du rôle que joue chaque agent du secteur de la sécurité. En effet, les femmes, les hommes et les personnes vulnérables expriment très souvent des besoins différents vis-à-vis de l'offre de sécurité. C'est pourquoi, la RSS tient compte de cette pluralité de besoins et même des contradictions en vue de permettre à chaque maillon de se sentir en sécurité.

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et celles qui ont suivi accordent une place de choix aux femmes dans les initiatives de prévention et de résolution des conflits ainsi que leur participation effective au processus de paix. Pour ce faire, les Nations unies imposent aux Etats membres d'adopter des plans d'actions pour la mise en œuvre efficiente de ces résolutions. C'est en 2012 que le Mali a lancé son premier Plan d'action national et le deuxième en 2015, pour la période 2015-2017, dans l'objectif global de promouvoir la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord d'Alger. La participation des femmes aux processus de paix rencontre quelques défis. Maiga[22], dans ses travaux, identifie les défis suivants : le faible taux d'alphabétisation, le faible pouvoir économique, les difficultés à faire face aux conséquences économiques et sociales des conflits, le faible intérêt à dénoncer le comportement ou les actes de violence, la non maîtrise du système d'alerte du conflit.

---

[20] Aly Tounkara, (2015), Femmes et discriminations au Mali, Paris, Harmattan.

[21] https://www.academia.edu/4070061/GENRE_ET_POLITIQUE_DE_SECURITE_EN_AFRIQUE_DE_LOUEST_Par_Ecoma_Alaga_Document_de_travail.

[22] Maiga, Mariam D. (2011). Genre, Paix, Sécurité et Stabilité au Mali.

■ SOCIÉTÉ CIVILE

L'usage du concept de société civile dans le vocabulaire africain est très récent par rapport aux autres continents, notamment celui européen qui, selon bon nombre d'écrits, serait l'un des pionniers en la matière. Selon Quantin[23], ce n'est seulement qu'à partir des années 1980, à travers les nouvelles orientations des bailleurs de fonds internationaux et surtout avec la vague des transitions démocratiques que le terme de société civilecommence à s'imposer en Afrique, et son rôle ne sera au centre des recommandations de la Banque Mondiale qu'à partir de 1996.

Sur cette notion, il est difficile de trouver une définition unanime. Ace titre, elle a fait l'objet de plusieurs définitions. Cette pluralité de définition dénote, d'une part, l'ambiguïté du concept dans le contexte africain et, d'autre part, la multiplicité des associations et d'autres formes de regroupement considérées comme faisant partie de la société civile. Ce qui, de plus en plus, amène certains, les spécialistes notamment, à parler d'organisations de la société civile (OSC) regroupant ainsi l'ensemble des organisations, des corporations, des associations, des mouvements, etc. à caractère ''apolitique'' et visant l'atteinte des objectifs non lucratifs.

Thiriot[24] souligne que c'est un concept très flou et ambivalent, ce qui le rend peu opératoire faute de définition unitaire et précise et démontre que ce concept, revenu à la mode ces dernières années, a en fait une longue histoire. Il trouve son origine, selon Nina Cvetek et Friedel Daiber[25], dans l'Antiquité grecque, c'est-à-dire, plus de 2000 ans avant notre ère contemporaine. Le célèbre philosophe Aristote désigna du nom de *« koinonía politikè »* (*« Société citoyenne »*, et plus tard, en latin: *« societas civilis »*) une assemblée sans hiérarchie dominante, composée de personnes partageant les mêmes points

[23] QUANTIN, P. (2008). « Le rôle politique des sociétés civiles en Afrique : vers un rééquilibrage », Revue internationale et stratégique, (n°72).

[24] THIRIOT, C (2002). « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali » revue internationale de politique comparée, vol 9, p 4.

[25] CVETEK, N ; DAIBER, F. (2009). « Qu'est-ce que la société civile ? » Antananarivo.

de vue, ce qu'on appelait alors ***« polis »,*** c'est-à-dire, la société citoyenne (…). Löwenthal[26] ajoute que de Machiavel à Gramsci en passant par Rousseau, Hegel ou Marx, la philosophie politique définit comme société civile tout ce qui n'est pas la société politique formelle.

Kamto (1994) rapporté par Céline Thiriot (ibid) définit la société civile comme :*« une sphère sociale distincte de celle de l'État et des partis politiques formée de l'ensemble des organisations et personnalités dont l'action concourt à l'émergence ou à l'affirmation d'une identité sociale collective, à la défense des droits de la personne humaine ainsi que des droits spécifiques attachés à la citoyenneté ».* Une autre définition propose la société civile *«comme l'espace politique existant entre l'individu et le gouvernement. Elle renvoie à un domaine distinct et parallèle à l'État et au marché, où les citoyens se rassemblent librement en fonction de valeurs partagées et autour de projets communs. Il s'agit d'un mode d'organisation de l'action collective qui s'inscrit dans la sphère publique et vise à permettre aux citoyens de se coordonner pour exprimer des opinions communes, entretenir des échanges constructifs entre eux et avec les autres acteurs de la société, tels que l'État ou le secteur privé, et entreprendre des actions pour influencer l'évolution de la société dans le sens des valeurs qu'ils défendent».*[27]

De ces définitions, on note que la société civile est, en principe, tout groupement dépourvu de toute coloration politique qui se distingue de l'État et visant à atteindre des objectifs humanitaires. Thiriot (ibid) va plus loin en ajoutant que la société civile en Afrique s'appréhende par des distinctions multiples résumées en trois formes d'opposition : opposition à la société politique, c'est-à-dire les partis politiques ; opposition à l'État et opposition à la société, car toute société n'est pas une société civile et inversement. Elle est une partie de la société qui s'organise sur base commune qui peut être professionnelle, confessionnelle, d'âge, résidentielle, etc.

[26] LÖWENTHAL, P. (2005). « Société civile et participation politique. Le cas de la coopération au développement », Mondes en développement (no 129), p. 59-73. DOI 10.3917/med.129.0059.

[27] Augustin Loada et Ornella Moderan,(2015). Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF.

Les organisations de la société civile sont confrontées à d'énormes difficultés dans leur fonctionnement. Leur autonomie vis-à-vis des États, des partis politiques et des bailleurs de fonds se pose avec acuité et est de plus en plus remise en cause. En effet, au Mali, comme dans bon nombre d'États africains, la création de la plupart des OSC a été financée ou du moins encouragée soit par l'État, soit par des partis politiques ou la communauté internationale. Ce qui remet, à bien des égards, leur caractère apolitique, leur neutralité et leur indépendance. A ce sujet, Roy[28], en parlant du cas malien, souligne que : *« la vie partisane depuis 1991 ne s'est jamais séparée de ce que pourrait être la société civile : les premiers partis créés en sont l'héritage, et les ressortissants de la société civile occupent une place croissante dans la politique malienne. Beaucoup de ceux qui affirment appartenir à cette société civile sont en fait issus des partis politiques et des sphères de pouvoir (…) ».*

[28] ROY. A (2005). « La société civile dans le débat politique au Mali », etudesafricaines.revues.org/5477.

RÉSULTATS ISSUS DU TERRAIN

La collecte de données dans les localités concernées par l'étude nous a permis d'obtenir les résultats suivants :

■ COMPRÉHENSION POPULATIONS DE LA NOTION DE SÉCURITÉ

Des efforts définitionnels ont été consentis par les enquêté(e)s. La sécurité est perçue sous sa dimension à la fois individuelle et collective. Il ressort de différentes définitions proposées que la sécurité revêt un caractère pluriel et complexe. En demandant aux interlocuteurs/trices leur compréhension du mot sécurité, ils s'empressent à évaluer l'offre sécuritaire et soulèvent les défis qui se posent aux localités couvertes par la recherche.

Avec Le développement de la ville, la floraison du commerce, les nouvelles dynamiques conflictuelles au Mali et dans le sahel, la porosité de l'espace, Nioro (du Sahel) ne fait pas exception à l'émergence des cellules dormantes terroristes qui commenceraient à se réveiller. A cela s'ajoute le sous-effectif des forces de défense et de sécurité qui n'atteint pas le ratio de FDS par habitant dans une population en pleine croissance. L'effet jugulé de ces différents facteurs rend la sécurité *« passable » pour ne pas dire « médiocre ou mauvaise .*[29]*»*

La sécurité est un ensemble d'action, de stratégie dont le but est la protection des hommes et de leurs biens [30].

[29] Membre d'une organisation des femmes, Nioro, novembre 2020.

[30] Groupes de discussion, jeunes de Daimou(Kayes), novembre 2020.

Le terme *« sécurité »* a, d'une part, le sens qui lui est traditionnellement associé, centré sur la survie de l'État et sa protection contre les agressions extérieures et intérieures par des moyens militaires, et de l'autre, il s'entend sur l'aspect non militaire de la sécurité humaine, fondé sur des impératifs politiques, économiques, sociaux et environnementaux, en plus des droits humains[31]. Il ressort de différentes définitions que la sécurité revêt un caractère physique, moral, psychologique, économique et social. En effet, le concept renvoie aussi au contexte actuel du terrorisme et de l'extrémisme violent avec la peur de cellules dormantes, qui n'est pas apaisée par le sous-effectif des FDS. Cela conforte l'analyse faite dans le CREDD (2019-2023)[32] lorsqu'il y est écrit : *« Le terrorisme et l'extrémisme violent occupent une position très influente. Ce résultat est interpellant et inquiétant. Il signifie, en effet, que ces phénomènes sont en train d'impacter fortement notre société dans tous ses compartiments, de devenir variables explicatives au lieu de variables expliquées ».*

Dans la région de Kayes, il y a beaucoup d'insécurité, les cars(bus)quittent Bamako pour Kayes sont très souvent attaqués par les bandits armés. D'ailleurs, il y a parfois des cas d'attaques terroristes à Diéma et alentours. Tout cela fait que les populations ne se sentent pas en sécurité.

Les attaques terroristes dans la région attirent clairement l'attention des acteurs de plus en plus vers le Sud. Auparavant, seules les régions du Nord et celles du Centre du Mali étaient considérées(le sont toujours) comme des localités en proie à l'insécurité et au terrorisme. Cependant, avec l'expansion de la menace terroriste et la porosité des frontières avec la Mauritanie, l'hypothèse d'une dégradation plus marquée de l'offre de sécurité dans la région reste soutenable et crédible.

De la compréhension de la sécurité, les enquêtés n'ont pas hésité d'étaler leurs attentes vis-vis de la sécurité et sont allés même parfois à adresser des doléances à l'État central.

[31] CEDEAO, Cadre de politique de la CEDEAO pour reforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, 2106, P 8.

[32] CREDD (2019-2023), P 43.

Au Mali la sécurité n'est pas assurée, on se demande si l'État peut mettre fin à cette insécurité qui mine tout le pays aujourd'hui. Il faut que notre armée soit bien structurée et formée pour faire face à l'ennemi, mais ce que l'on observe aujourd'hui, c'est la défaite de l'armée partout. Nous sommes-mêmes inquiets dans nos familles, au travail, partout. L'État doit revoir sa façon d'assurer la sécurité des populations sinon le Mali va disparaitre un jour[33].

Donc les enquêté(e)s perçoivent la sécurité, en termes d'offre et de demande, dans ses dimensions de sécurité humaine en vue d'endiguer les *« causes profondes des menaces sécuritaires. »*

A la lecture de cet entretien, nous comprenons que les populations ont des attentes non comblées en matière de sécurité à l'endroit de l'État a fortiori lorsqu'il s'agit de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité. Les parties qui suivent nous livrent les impressions des populations sur la RSS.

■ COMPRÉHENSION DE LA RSS PAR LES POPULATIONS

Si la réforme du secteur de la sécurité est un impératif pour le Mali qui a entrepris plusieurs actions dans ce sens (création du Conseil National RSS/CNRSS, Commissariat à la RSS, Commission Nationale DDR/CNDDR, Commission d'Intégration), elle semble occultée les besoins sécuritaires des populations locales. La méconnaissance de cette RSS par les acteurs et actrices à la base en est la plus grande illustration.

On ne nous a jamais fait appel pour parler de la sécurité à plus forte raison, la RSS. A Kayes ici, c'est de l'insécurité partout, l'État n'arrive pas à nous sécuriser. Nous les organisations syndicales (sic), nous sommes oubliées par les acteurs de la sécurité.[34]

[33] Entretien avec un ressortissant basé à Bamako, novembre 2020.

[34] Responsable d'une organisation syndicale UNTM- Kayes, novembre 2020.

Cette affirmation est à relativiser parce que lors de l'atelier de restitution un membre de l'UNTM s'est exprimé en ces termes.

Nous les syndicats, avions reçu une formation à Bamako sur la RSS, mais le problème qui se pose c'est la non restitution à la base. Raison pour laquelle, vous allez trouver certains syndiqués qui disent n'avoir jamais entendu parler de la RSS[35].

Cette méconnaissance et/ou non matérialisation est constatée à plusieurs égards. Dans certaines localités de l'étude, les autorités étatiques, notamment les éléments FDS n'ont participé à aucun mécanisme de la RSS à part ce qu'ils entendent à la télé sur la RSS ne disposant pas de documents officiels sur la question[36]. D'ailleurs, le livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali[37] le fait remarquer en ces termes.

« Le fossé croissant entre les priorités des communautés locales en matière de sécurité et de développement et, d'autre part, les réponses apportées aux politiques nationales et internationales ».

Toutefois, mêmes si les acteurs/actrices ne sont pas assez imprégnés voire pas du tout à certains égards dans la réforme du secteur de la sécurité entreprise au niveau national, la définition qu'ils/elles en donnent est assez indicative de leurs besoins sécuritaires pressants. Ainsi, à la question de savoir ce que les populations entendent par la RSS, des éléments de réponses apportés font ressortir l'implication et la participation de la population à l'offre de sécurité, le renforcement logistique, technique et humain des FDS, le changement de comportement des certains éléments FDS vis-à-vis des populations et, enfin, la sécurisation des personnes et de leurs biens.

[35] Propos d'un syndicaliste lors de l'atelier de restitution, Kayes, ; février 2021.

[36] Un constat partageable à Nioro et à Sadiola.

[37] Livre élaboré par SIPRI et CONASCIPAL dans le cadre du projet : vers une paix durable au Mali.

Ainsi, il a été souligné que la *RSS doit surtout permettre de développer des stratégies susceptibles d'endiguer les causes profondes des menaces sécuritaires telles que la pauvreté, le chômage et les disparités dans la répartition des richesses*[38].

A un niveau officiel, notamment celui du gouvernorat, on chercherait à positiver, voire à légitimer les actions gouvernementales en faveur de la sécurité pour tous. Or, lorsqu'on échange avec les populations civiles sur la RSS, les échanges laissent entendre que le processus est méconnu par la plupart d'entre elles.

Franchement je ne sais rien de la RSS. C'est la première fois qu'on me demande même à propos de la RSS, pour ne pas vous mentir, je n'ai vraiment pas d'éléments de réponse à votre question[39].

Le constat qui se dégage à la lumière des entretiens réalisés avec les populations, est leur méconnaissance voire ignorance de l'existante du processus de la RSS au Mali. C'est à fait.

Ces différents entretiens sont un témoignage éloquent de l'état de la RSS dans la région. Les lignes qui suivent synthétisent le processus de mise en œuvre de la RSS à Kayes.

[38] Responsable au Gouvernorat de Kayes, novembre 2020.

[39] Entretien avec un jeune de Sadiola, novembre 2020.

CHAPITRE 1

DES INITIATIVES DE GOUVERNANCE ET RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU MALI DIVERSEMENT APPRÉCIÉES PAR LES ACTEURS

Pour tenter d'endiguer cette insécurité, de nombreuses mesures sécuritaires ont été envisagés par le Mali avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers. Bien que l'efficacité et la pertinence de ces initiatives fassent l'objet à de critiques parfois très sévères. Elles (initiatives) apparaissent comme les plus médiatisées et les plus visibles. Les mesures envisagés ou prises couvrent une diversité/palette de rhétoriques et/ou d'actions, allant de la RSS, des opérations militaires aux initiatives de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) en passant par la multiplication des patrouilles de sécurisation et l'adoption de mesures de restriction à la mobilité dans les localités en proie à l'extrémisme violent et au terrorisme.

De la Gouvernance et la Réforme du Secteur de la Sécurité au Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre (PISRC), il apparait clairement que le Mali, face à la crise de nature diverse et évolutive, entreprend çà et là des actions susceptibles de la pallier afin d'instaurer un vivre ensemble apaisé entre les communautés. L'État malien a adopté plusieurs initiatives et programmes. L'on peut constater entre autres : l'augmentation considérable du budget de la défense et de la sécurité (soit 22 % du budget national)[40], la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger, l'adoption de la Loi de Programmation Militaire[41] et l'élaboration de la Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'extrémisme Violent et le Terrorisme[42], la mise en place du Plan de sécurisation Intégrée des Régions du Centre, etc.

Les acteurs que nous avons rencontrés sur le terrain ont parlé de nombreuses initiatives de sécurité locale, nationale, régionale et internationale qui sont en œuvre au Mali. Dans ce travail, l'accent sera mis sur les initiatives nationales.

[40] https://www.jeuneafrique.com/857164/politique/mali-la-nouvelle-strategie-militaire-annoncee-est-elle-a-la-hauteur-des-enjeux/

[41] https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Policy-and-Research-Papers/Loi-d-orientation-et-de-programmation-militaire-Un-investissement-de-plus-1-230-milliard-FCFA-en-5-ans

[42] https://www.maliapd.org/plateforme-gt/wp-content/uploads/2019/01/Politique-nationale-de-lutte-contre-lextremisme-violent-et-le-terrorisme-2017.pdf

[43] Les informations sur la RSS ont été obtenues à la suite d'un entretien avec un officier supérieur de la RSS et la mise disposition d'une documentation à cet effet.

Dans cette partie, il s'agit de revenir de façon succincte sur le Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité, le Commissariat à la Réforme du secteur de la Sécurité, le Comité Consultatif de Sécurité (CSS) et l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

1.1. CONSEIL NATIONAL POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (CNRSS)[43]

Il a pour mission de

Définir les orientations stratégiques et fixer les priorités nationales en matière de réforme du secteur de la sécurité ; de valider les projets de stratégie nationale et de plans à court, moyen et long terme élaborés par le Commissariat ; de veiller au respect des critères de recrutement et d'incorporation dans les Forces Armées et de Sécurité, etc.[44].

Ses membres sont constitués du Premier ministre (Président du Conseil), des membres du Gouvernement, de 20 représentants des groupes armés signataires (la Coordination des Mouvements de l'Azawad et la Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014), du chef d'État-major Général des Armées, du Commissaire à la Réforme du Secteur de la Sécurité, du Directeur général de la police nationale, d'un (01) représentant de la Commission de la Défense Nationale, de la Sécurité et de la Protection Civile de l'Assemblée Nationale, d'un (01) représentant du Haut Conseil des Collectivités et du Directeur national de l'Administration pénitentiaire et de l'Éducation surveillée.[45]

[43] Les informations sur la RSS ont été obtenues à la suite d'un entretien avec un officier supérieur de la RSS et la mise disposition d'une documentation à cet effet.

[44] Entretien avec un Commissaire principal de police, expert RSS, Bamako, novembre 2020.

[45] Ibid.

Cette répartition a mis de côté, les représentants des organisations de la société civile, ne serait-ce que les faitières. Le fait de mettre l'accent de façon tout à fait claire, sur les acteurs de la sécurité, de défense et de l'administration judiciaire soulève la problématique de la participation active et réelle des populations civiles. Cette non prise en compte des populations, notamment les organisations de la société civile continue à impacter négativement la réforme du secteur de la sécurité, parce ce que ce sont ces organisations qui doivent servir du pont entre les communautés et l'État pour une sécurité pour tous.

1.2. COMMISSARIAT À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (C-RSS)

Conformément à la loi, le commissariat assure les fonctions suivantes : assurer la mise en œuvre des décisions et recommandations du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité, élaborer, à l'attention du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité, les projets de stratégie nationale et de plans à court, moyen et long termes pour la réforme du secteur de la sécurité, élaborer périodiquement des rapports sur la situation de la réforme du secteur de la sécurité, assurer la cohérence des travaux des points focaux des différents départements ministériels ainsi que des relais au niveau régional et communal[46], veiller à l'appropriation nationale du processus de la réforme du secteur de la sécurité pour des suivantes etc.

Le Commissariat comprend trois cellules : cellule défense, sécurité et relations internationales, cellule gouvernance politique, État de droit, contrôle démocratique et genre et enfin cellule gouvernance économique, sociale et culturelle. Il est important de noter que chaque cellule est dirigée par une partie signataire à l'Accord, respectivement par le gouvernement, la Plateforme et la CMA.

[46] Justement c'est cette mission qui n'est pas effective sur le terrain. D'où la nécessité de restructurer ou de revoir sa reconfiguration, sa pyramide, ses moyens ou capacités afin que le Commissariat puisse avoir cette assise territoriale pour plus d'impacts positifs.

« La RSS est perçue par beaucoup d'acteurs comme quelque chose d'imposé par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Or, elle est antérieure à celui-ci, c'est vrai que le Commissariat à la RSS traite bon nombre de questions liées à l'accord et est engagé dans le processus de Désarment- Démobilisation et Réinsertion (DDR), mais vouloir réduire ses activités à l'Accord est une erreur »[47].

Nonobstant, le Commissariat semble, dans sa composition actuelle, réservé la RSS aux seuls acteurs intervenus dans le processus de paix. Les membres sont exclusivement composés des représentants de l'État des mouvements signataires de l'Accord pour la paix en mai et juin 2015. Le commissariat est ainsi à l'image de tous les organes mis en place pour gérer le processus de paix ; ce qui leur confère d'ailleurs un statut de *« gâteau partagé ».*

Je ne sais pas exactement ce que veut dire la réforme ou la gouvernance du secteur de la sécurité. Parfois, on attend à la radio ou à la télévision en parler. Donc, je ne peux donner des explications compréhensibles sur la réforme du secteur de la sécurité[48].

Lorsque les initiatives pour une bonne gouvernance et une réforme efficiente du secteur de la sécurité ne sont pas comprises par les communautés, il n'y a rien d'étonnant que les institutions qui les portent ne le soient pas aussi.

1.3 COMITÉS CONSULTATIFS DE SÉCURITÉ (CCS)

Les comités consultatifs de sécurité ont pour tâches d'évaluer la situation sécuritaire, d'émettre des avis et recommandations à l'endroit de l'exécutif local et des acteurs de la sécurité, de contribuer à l'échange d'informations, à la sensibilisation et à une meilleure prise en compte des préoccupations des populations. Les CCS sont constitués auprès des chefs de l'exécutif régional ou du maire et se réunissent une fois par mois. **Cependant, ces CCS ne sont pas opérationnels** parce que leur lancement officiellement est attendu d'ici à la fin du mois décembre 2020[49].

[47] Entretien avec un haut responsable du Commissariat à la RSS, Bamako, novembre 2020.

[48] Entretien avec un jeune leader de Nioro, novembre 2020.

[49] Selon un officier supérieur au Commissariat à la Réforme du Secteur de la sécurité.

Les Comités Consultatifs de Sécurité sont créés officiellement mais ne fonctionnent pas, car le lancement officiellement est attendu d'ici à la fin de l'année 2020[50].

Il est à noter aussi que l'opérationnalisation des CCS est supportée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cela pourrait soulever la problématique de l'appropriation, conformément aux principes de l'Union Africaine (UA) sur la RSS[51].

Quelle est réellement l'expression de la volonté politique des décideurs dans la RSS, au-delà des discours politiques ? Selon notre interlocuteur[52], il va jusqu'à ajouter que même le siège du Commissariat à la RSS avait été équipé par un partenaire financier.

Je ne peux pas comprendre qu'une initiative de telle ampleur soit soutenue en grande partie par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Je ne suis pas contre les PTF, mais j'aurais bien aimé que le Mali lui-même équipe et supporte réellement la RSS. Les partenaires doivent juste jouer un rôle d'appoint et non celui des acteurs clefs du processus.[53]

Un des reproches adressés au gouvernement malien demeure sa dépendance accrue aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans la mise en œuvre de certaines initiatives de paix et de réconciliation. Cet état de fait soulève parfois la question de souveraineté du pays vis-à-vis des acteurs extérieurs. Il est à rappeler aussi que la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger reste aussi très dépendante des partenaires, notamment la MINUSMA et l'Union européenne. Bénéficier de l'appui d'un partenaire n'est pas une mauvaise chose en soi, mais lorsqu'il devient (l'appui) indispensable pour la mise en œuvre ou l'exécution des programmes et/ ou des initiatives conçus et soutenus par l'État central, la probabilité de voir l'État trop dépend par les populations est élevée.

[51] https://www.fes-pscc.org/fileadmin/user_upload/documents/publications/FES-PSCC-Brochure-No35-A4-RSS.pdf)

[52] Officier supérieur, École du Maintien de la Paix, Bamako, novembre 2020.

[53] Cadre supérieur de la RSS, Bamako, novembre 2020.

1.4 ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION AU MALI, ISSU DU PROCESSUS D'ALGER

Cet accord prévoit la Démobilisation, le Désarmement, la Réintégration/Réinsertion des ex-combattants des régions du Nord du pays ; le processus a démarré certes, mais peine à obtenir les résultats escomptés. Le Mécanisme Opérationnel de Coopération (MOC) a été misen place afin de mener des patrouilles mixtes (FAMa et CMA) dans les zones en conflits pour assurer la protection des frontières, des personnes et des leurs biens. Cependant, les observateurs restent pessimistes quant à son efficacité et sa pertinence. Le refus de la branche armée de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) par exemple de se fondre dans l'armée nationale et la non effectivité du retour de l'armée reconstituée à Kidal, constituent un témoignage poignant d'une crise de confiance entre les acteurs en présence.

A cela s'ajoute la situation de la non opérationnalité de quelques éléments de l'armée reconstituée présents voire cantonnés à Kidal. Aussi, faut-il le rappeler, l'élaboration d'une loi nationale de programmation militaire qui prévoit la formation, l'équipement, le déploiement des FAMa sont des initiatives qui restent diversement appréciées.

Les fonds alloués à l'équipement militaire et à la formation ont été détournés en partie pendant la période de reconstruction post-conflit et cela a fait que le processus de la RSS connaît autant de difficultés. Néanmoins, certaines avancées sont aussi à noter, telles que la Nomination du Commissaire à la RSS (Décret N° 0033/PM-RM du 2 février 2016), celle des membres du CNRSS (Décret n° 0954/P-RM du 20 décembre 2016), la désignation des membres du Commissariat suivant lettres émanant des structures compétentes (Ministères, CMA et Plateforme) ; la mise à disposition d'un siège, disponible au quartier Hamdallaye ACI 2000 du district de Bamako , équipé par la MINUSMA, etc.[54].

6. La loi de programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI). Cette loi met en œuvre un plan d'investissement pour la sécurité et la protection civile sur la période 2017-2021.

[54] Entretien avec un expert RSS, DCAF, Bamako, novembre 2020.

On note que de nombreuses initiatives en faveur de la sécurité pour tous sont prises au Mali. Lesquelles initiatives peinent à avoir un ancrage local, parce qu'elles ne sont pas inclusives, et les financements dépendent des acteurs étrangers.

NB : il aurait été plus opportun que la RSS reste attachée à la présidence de la République. Cela aurait traduit concrètement cette volonté politique de faire de la RSS un moyen de sortie durable de la crise politico-sécuritaire. Tel fut le cas lorsque le Président Alpha Oumar Konaré a engagé sa lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. L'expérience montre que les programmes et initiatives rattachés à la Présidence sont conduits avec plus de succès et de rigueur. La Côté d'Ivoire reste une bonne élève en la matière parce que la structure reste attachée à la Présidence de la République.

Il est question maintenant de s'intéresser à l'état de la mise en œuvre du processus de RSS dans la région.

CHAPITRE 2

ÉTAT DES LIEUX DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA RSS DANS LA RÉGION DE KAYES

L'étude a montré que les populations locales et organisations de la société civile ne sont pas suffisamment impliquées dans le processus de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité dans la région de Kayes. De façon particulière, les femmes et les jeunes sont les plus oubliés pour des facteurs liés aux pesanteurs socio-culturelles, voire religieuses qui leur confèrent un rôle d'exécutant-e-s et non de décideuses/décideurs. Bien que l'article 2 de la Constitution de la République du Mali interdit formellement toutes les formes de discriminations et en dépit des efforts consentis par les gouvernements successifs, les perceptions de l'offre et de la demande de sécurité par les professionnels, continuent à reléguer la périphérie (le niveau local) au second plan et défavoriser les femmes et les filles dans le secteur de la sécurité et de la gouvernance démocratique[55].

On ne nous adresse rien ici à propos de la sécurité. On ne peut aucunement dire que les populations de Kayes sont concernées par les politiques de sécurité à plus forte raison le processus de la RSS. Nous étrangères de tout ce que vous nous dites à propos de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité[56].

La méconnaissance ou la non matérialisation du processus de RSS entrepris par le Mali est assez significative dans la Région. Aucun organe représentant le Conseil National de la RSS ou le Commissariat à la RSS ou d'autres dispositifs de la RSS tel que défini par l'Accord pour la paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger (police territoriale, les comités consultatifs de sécurité au niveau local, la mise en place des de capacités de protection civile gérées au niveau local), n'a été constaté comme opérationnel sur le terrain. De la lecture de l'existant en matière de documentation sur le sujet en passant par la phase du terrain, il est apparu que le processus de la RSS reste peu connu, voire pas du tout par certains éléments des Forces de Défense et de Sécurité présents dans les localités couvertes par la recherche a fortiori par les communautés locales. Cela s'explique par le fait que.

[55] DECAF(2011). Le secteur de la sécurité et le genre en Afrique de l'ouest. Une étude de la police, de la défense, de la justice et des services pénitentiaires dans les pays de la CEDEAO.

[56] Focus group femmes, Kayes, novembre 2020.

Malgré un discours officiel séduisant, préconisant un processus commun et coordonné de RSS, la réalité s'est traduite par la mise en œuvre de mesures sectorielles et concomitantes, respectivement dirigées par le Ministère de la défense et des anciens combattants (MDAC) et par le Ministère de la sécurité et de la protection civile (MSPC)[57].

Les échanges avec les porteurs d'uniforme, notamment les gendarmes à Nioro dressent le même constat allant de la méconnaissance du processus par un nombre élevé des éléments de force de défense et de sécurité et la lenteur de la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité. Ainsi, les propos d'un autre enquêté corroborent cela.

Moi qui suis un gendarme, j'entends par ci par là, parler de la RSS, à travers les médias, mais en réalité, je ne sais pas de quoi parle-t-on réellement. Même si certains camards ont suivi des formations sur la RSS, mais la majorité ne sait pas grand-chose à propos.[58]

En effet, le groupe de réflexion interdisciplinaire sur la réforme du secteur de la sécurité (GPRSS), créé par l'Arrêté n° 013/4444/MS-SG du 22 novembre 2013, en application de l'Accord précité[59], a établi une vision nationale de la RSS et proposé la mise en place d'une structure institutionnelle pour le pilotage et la coordination du processus de RSS et d'une stratégie de mobilisation des ressources, le CNRSS. Cet organisme, prévoyait notamment la mise en place de comités sectoriels. Cependant, les dissensions politiques au plus haut niveau du gouvernement ont entravé l'opérationnalisation du CNRSS et des comités sectoriels rattachés et plus généralement la mise en place d'un processus de RSS holistique et global prescrit par le GPRSS.[60]

[57] Rapport final cartographie du soutien de la communauté internationale en matière de sécurité et de justice au Mali, the Geneva centre for the democratic control of armed forces (DCAF), Février 2017.

[58] Entretien avec un gendarme à Nioro, novembre 2020.

[59] Chapitre II, articles 4,5 et 6 de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

[60] Rapport final cartographie du soutien de la communauté internationale en matière de sécurité et de justice au mali, the Geneva centre for the democratic control of armed forces (DCAF), Février 2017.

La question portant sur les changements induits dans l'offre de sécurité au Mali après le renversement du régime du président Ibrahim Boubacar KEITA en août 2020 par une junte militaire, les éléments de réponse apportés par les enquêtés font état du statu quo.

Nous ne voyons pas de différente en la matière dans la délivrance de la sécurité depuis le départ du président Kaita à aujourd'hui. On continue d'assister à la même chose avec les mêmes acteurs[61].

Le local est un bon révélateur de ce que le centre pourrait cacher en matière de gouvernance. C'est un autre visage qui se profile en même temps qu'une autre connaissance lorsqu'on cherche à comprendre les logiques politiques et administratives de l'État à l''égard des zones éloignées de la capitale politique et administrative. C'est le centre qui dicte ses lois sur la périphérie[62]. L'impression qui est partagée dans le terroir, c'est le mépris de la capitale vis-à-vis du monde rural.

Cette méconnaissance de l'existence d'un processus de gouvernance et de, réforme du secteur de la sécurité reste un défi de détaille à relever par les acteurs en présence et en particulier, les autorités en charge du processus. Ainsi, des défis et des contraintes ont été identifiés par nos interlocuteurs.

2.1. DÉFIS ET CONTRAINTES D'UNE APPROPRIATION INCLUSIVE DE LA RSS PAR LES ACTEURS

Les défis, contraintes et insuffisance d'une appropriation inclusive de la RSS par les populations locales et les organisations de la société civile sont d'ordre structurel, communicatif, éducatif et social. Même si ces acteurs participent aux différents cadres de concertation dans la Région facilités grâce aux efforts des Organisations Non Gouvernementales[63] dans le rapprochement entre populations et FDS.

[61] Focus jeune, Kayes, novembre 2020.

[62] Les Cahiers de MaCoTer. Sécurité/insécurité. Le nouveau paradigme des politiques publiques en Afrique, N°, 1, octobre 2020.

[63] Des structures comme Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix(IMRAP) et Think Peace jouent un rôle important dans le rapprochement entre les FDS et les populations civiles.

Nous travaillons dans le cadre d'un projet de Think peace(ARC-HSC) sur l'extrémisme violent. Dans le cadre de nos activités, nous cherchons à rapprocher les populations et les forces de défense, au début c'était difficile mais ça commence à aller. Nous ne sommes pas la seule structure qui œuvre dans ce sens, d'autres structures aussi font le même travail[64].

Cependant, force est de constater que les populations sont peu impliquées et disposent d'un faible niveau de connaissances sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Par ailleurs, la non matérialisation ou faible connaissance du processus de RSS par les autorités, en charge de la sécurité au niveau local et l'absence de canaux de communication ou de cadre de collaboration appropriés sur la sécurité entre les populations locales et leurs autorités constituent une entrave majeure à l'appropriation inclusive de la RSS[65]. À cela s'ajoute, les défis sécuritaires, qui, aux yeux des enquêté-e-s vont en grandissant et tardent à être relevés.

Nous les femmes de Kayes, nous ne sommes pas du tout associées au processus de la réforme du secteur de la sécurité. On nous a pas du tout associé audit processus. Moi qui je la présidente de CAFO (Coordination des Associations et ONG féminines du Mali), ne suis pas du tout informée de ce processus[66].

Par ailleurs, ces défis sécuritaires rapportés tels que la difficile collaboration entre la gendarmerie et la police (pour des questions de compétence territoriale), l'absence de culture d'information des gouvernant-e-s vis-à-vis des gouverné-e-s, l'insuffisance des moyens logistiques et humains, les conflits communautaires (pratique de l'esclavage, conflits fonciers, conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits liés à la gestion des frontières, etc.) justifient la nécessité d'œuvrer pour une sécurité inclusive.

[64] Entretien avec un agent de l'ONG Think Peace, Kayes, novembre 2020.

[65] L'assassinant courant mai 2020 d'un jeune de 18 ans par un policier s'est soldé par des échauffourées entre la police et les populations de la région.

[66] Entretien avec la Présidente de CAFO de Kayes, novembre 2020.

A Diéme, certaines populations avaient servi d'éclaireurs aux gendarmes, ces derniers ont divulgué leur identité sur une antenne de radio. Dès lors, personne ne fait confiance aux FDS dans la localité[67].

Il convient de signaler qu'entre les différents corps des forces de défense et de sécurité, le malentendu est aussi important qu'on ne le pense, lors d'une discussion non formelle sur la RSS avec un Contrôleur Général de la Police, ce dernier nous a affirmés que même au niveau du cabinet de la primature d'alors, certains officiers militaires pensaient que la police n'avait pas à se mêler dans le processus de la réforme du secteur de la sécurité et de surcroit la société civile. D'ailleurs, poursuit-il, dans le même cabinet, une réunion sur la RSS avait été reportée à la demande du directeur du cabinet parce qu'il y avaient de civils dans la salle.

Au regard des défis et contraintes identifiés par les acteurs, il apparaît clairement que la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité ont de la graine à moudre. Si déjà une partie de la hiérarchie militaire estime que la RSS est exclusivement militaire, cela ne faciliterait son appropriation inclusive. D'où toute la pertinence d'une implication effective des organisations de la société civile dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité afin d'arriver à une sécurité pour tous. Où en est-on avec le contrôle démocratique du secteur de la sécurité par la société civile à Kayes ?

2.2 SOCIÉTÉ CIVILE ET CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

L'une des exigences de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité réside dans l'existence des mécanismes de contrôle et de suivi à l'interne ainsi qu'à l'externe. Ce contrôle et suivi doivent venir des acteurs de diverse nature, en occurrence les organisations de la société civile.

[67] Témoignage d'un habitant du cercle de Diéma, lors de l'atelier de restitution à Kayes ville, février 2021.

Partant de définition donnée à la notion de la société civile, il est ressorti de nos entretiens avec les associations et organisations de la société civile à but non lucratif dans la région de Kayes que celles-ci se sentent oubliées, voire ignorées dans la gouvernance du secteur de la sécurité.

A ma connaissance dans la région de Kayes les organisations de la société civile sont oubliées par les forces de sécurité et de défense. Excepté des jeunes qui servent parfois des indicateurs aux éléments de la police. D'ailleurs, cela me paraît une bonne chose, car on tend vers la compréhension de la police de proximité dans ce sens[68].

Il est admis que la bonne gouvernance du secteur de la sécurité passe par[69] :

- La soumission des institutions de sécurité à l'autorité civile jouissant d'une légitimité constitutionnelle,
- La non-ingérence des instituions de sécurité et de défense dans les affaires politiques,
- La définition des politiques de sécurité par l'autorité politique, qui en supervise la mise en œuvre par les institutions de sécurité.

Partant de ce préalable, nous constatons que l'absence d'un contrôle effectif du secteur de la sécurité par les organisations de la société civile favorise les pratiques corruptives, le clientélisme, le népotisme, l'impunité et le déni des droits des personnes dans le secteur de la sécurité. Ainsi, si la gouvernance du secteur de la sécurité n'est pas soumise à un contrôle civil rigoureux et efficient, elle pourrait saper les efforts que consentent les autorités en faveur de la sécurité pour tous et de la gouvernance démocratique.

A Sadiola ici, les gendarmes ne font que racketter les populations, ils se soucient moins de la sécurité de la localité. D'ailleurs, ils(certains porteurs d'uniforme) commentent leurs forfaits parfois avec la complicité de certaines personnes influentes de la région.[70]

[68] Entretien avec ressortissant de la région basé à Bamako, novembre 2020.

[69] Augustin Loada et Ornella Moderan,(2015). Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF.

[70] Entretien réalisé avec un jeune de Sadiola, Novembre 2020.

L'implication de la société civile dans la gouvernance du secteur de la sécurité ne peut que rendre l'offre et la demande de la sécurité plus intelligentes et inclusives.

« (…) une bonne gouvernance démocratique, judiciaire et sécuritaire permettra de réduire la pauvreté multidimensionnelle, les inégalités entre les hommes et les femmes et les disparités économiques, y compris les effets néfastes du changement climatique (…)[71] ».

Enfin, il est important de rappeler que le contrôle démocratique du secteur de la sécurité suppose la soumission des institutions de sécurité a`une autorité politique civile, ainsi que leur assujettissement a`la loi[72]. Le contrôle citoyen du secteur de la sécurité est une nécessité pour les autorités afin que les actions des institutions de sécurité soient inclusives et légitimes aux yeux des populations bénéficiaires de celles-ci.

Les Nations Unies ne traitaient autrefois qu'avec les gouvernements. Maintenant, nous savons que la paix et la prospérité ne peuvent être obtenues sans des partenariats entre les gouvernements, les organisations internationales, la communauté des affaires et la société civile. Dans le monde d'aujourd'hui, nous dépendons tous les uns des autres.

Kofi Annan, ancien Secrétaire Général des Nations Unies.

[71] Extrait du CREDD 2019-2023.

[72] Augustin Loada et Ornella Moderan,(2015). Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF.

2.3 POTENTIELS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Les organisations de la société civile disposent de plusieurs atouts, tels que la mobilisation sociale, l'organisation de fora, les actions de plaidoyer sont entre autres des potentiels souvent sous-exploités, voire inexploités pour participer à la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et y exercer un contrôle citoyen et constructif. A travers ces potentiels, les organisations de la société civile peuvent apporter une contribution effective dans l'amélioration du secteur de la sécurité au Mali. Elles peuvent exiger par exemple aux différents gouvernements leur participation réelle au processus du secteur de la gouvernance démocratique et la gestion du secteur de la sécurité à travers des actions de sensibilisation et de plaidoyers à cet effet.

On ne nous associe pas aux questions de sécurité de la région, on assiste à la prise des décisions sécuritaires comme des simples citoyens. Les Forces de défense et de sécurité ont du mal à comprendre aussi que les civils sont aussi importants qu'elles (FDS) dans la sécurisation de la localité[73].

Pour autant, les OSC ne devaient pas se contenter de dénoncer et de s'opposer, mais plutôt se positionner comme des partenaires des gouvernants en proposant une critique constructive, un appui-conseil, des services complémentaires à ceux fournis par les institutions de sécurité et des suggestions concrètes pour répondre à certains défis de gouvernance du secteur de la sécurité. Leur capacité à apporter une contribution positive à cette gouvernance influe sur l'espace que les OSC se verront accorder par l'Exécutif pour intervenir dans la RSS et la GSS[74].

[73] Focus group avec les jeunes de Kayes, novembre 2020.

[74] Augustin Loada et Ornella Moderan,(2015). Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF.

A travers un engagement réel des citoyens, les organisations de la société civile(OSC) de la région de Kayes, peuvent contribuer efficacement et opportunément a`replacer les questions de sécurité pour tous au cœur des préoccupations des autorités. Ainsi, elles peuvent aider les gouvernants a` domestiquer la RSS, afin que celle-ci réponde au mieux aux besoins des communautés, notamment celles vivant dans le monde rural et de circonscrire les dynamiques des conflits communautaires dont le Mali fait face depuis plus un certain temps.

La RSS et la GSS telles que décrites, les OSC sont capables d'utiliser leurs compétences et avantages comparatifs pour une meilleure compréhension de la sécurité et par ricochet, une participation inclusive de l'ensemble de pans de la société à l'offre et à la demande de sécurité.

La sensibilisation, le plaidoyer et la communication sont des opportunités à saisir en vue d'impulser un changement positif dans le processus de la RSS et de GSS. Les organisations de la société civile par le fait de la sensibilisation peuvent arriver à des résultats tangibles.

CHAPITRE 3

JEUNES ET FEMMES OUBLIÉES À TOUS LES NIVEAUX

La question du genre et son apport à la RSS, dans le cadre de cette étude, a été analysé au prisme des couches les plus vulnérables et des dispositions législatives, règlementaires et politiques nationales, régionales et internationales en la matière. L'étude a mis en lumière, un certain nombre de documents relatifs à la prise en compte du genre dans la RSS au Mali. Ces documents sans être exhaustifs sont entre autres : la Politique Nationale Genre (PNG) et son plan d'actions, la planification et budgétisation sensible au genre, la ratification, par le Mali de plusieurs conventions internationales telles que la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (ONU) et son plan d'actions dont le Mali vient de signer le troisième (novembre 2020), la Convention de l'ONU sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF), la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité de l'ONU relative aux jeunes, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, le Protocole à la charte africaine relatif aux droits des femmes en Afrique, la Charte Africaine de la Jeunesse et quelques publications de la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung.

L'analyse croisée des points de vue exploités fait montre des conditions sociales et culturelles défavorables à la participation de certaines couches de la société telles que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées au processus de la RSS au Mali. Il est ressorti de nos investigations que les femmes et les jeunes en occurrence sont peu représentés au sein des institutions de la sécurité. Les femmes et les jeunes sont relégués au rôle d'informatrices et d'informateurs sans être partie prenante à part entière dans le processus de sécurisation tandis qu'ils peuvent contribuer pleinement à l'appropriation du processus de la RSS à travers le contrôle citoyen sur les institutions et acteurs de la sécurité et leurs capacités à gérer et à offrir des services à ces institutions[75]. À partir de ce postulat, la RSS, aura l'avantage d'assurer une sécurité plus en adéquation avec les populations cibles et une meilleure appropriation plus inclusive, car la participation et l'appropriation locale demeurent des piliers essentiels de l'intégration du genre dans la RSS.

[75] DECAF(2011). Le secteur de la sécurité et le genre en Afrique de l'ouest. Une étude de la police, de la défense, de la justice et des services pénitentiaires dans les pays de la CEDEAO.

Les entretiens effectués ont montré que l'implication des jeunes et des femmes dans les initiatives de sécurité est relativement faible, voire nulle, comparativement aux hommes. Les acteurs traditionnels de la sécurité, FDS en occurrence, n'impliquent pas ou très peu les femmes, les jeunes, les syndicats et les autres catégories vulnérables dans les initiatives de sécurité et de la gouvernance démocratique. Cet état fait est lié aux perceptions des professionnels du domaine de la sécurité qui résument la sécurité à une affaire des porteurs d'uniforme. En effet, au regard des crises répétitives au Mali et des conflits violents qui se manifestent à partir des fronts pluriels et complexes, l'implication de toutes les couches de la société est une nécessité en vue d'y trouver des réponses holistiques et acceptées.

La sécurité reste encore un domaine réservé aux seuls acteurs classiques que sont les FDS. Cela atteste du doute sur la bonne foi des décideurs de vouloir disposer d'un processus inclusif qui puisse faire bénéficier les dividendes de l'organisation et du fonctionnement à tous les acteurs. Le processus de RSS est technique au Mali. A. Dakouo parle d'une bureaucratisation de la RSS[76].

Aujourd'hui, on ne peut pas dire que les populations civiles sont totalement exclues dans les initiatives de sécurité, mais leur participation s'arrête à la périphérie. On peut dire qu'elles ne sont pas vraiment impliquées.[77]

Les femmes sont en dehors du système de sécurité. Les discours politiques ne sont pas suivis d'effets. A titre d'illustration, au niveau de la commission vérité justice et réconciliation, il y a peu de femmes et de jeunes.[78]

Malgré le processus de réforme du secteur de la sécurité en cours au Mali, depuis au moins deux décennies, la sécurité continue à garder un visage masculin et est gérée par l'État et les mouvements signataires de l'accord pour la paix. La systématisation de la prise en compte de la dimension du genre dans les politiques de sécurité et de défense nationales reste non effective.

[76] https://base.afrique-gouvernance.net/docs/abd-policy_brief_n_02-avril_2017_arga-mali.pdf

[77] Interlocuteur, Kayes, novembre 2020.

[78] Interlocutrice, Sadiola, novembre 2020.

Au cours de cette étude, nous n'avons pas eu de données actualisées en matière du nombre de jeunes et de femmes dans les initiatives de sécurité. Par ailleurs, le degré de participation des populations civiles dans les initiatives de sécurité souffre considérablement des statistiques.

NB : *Nous n'avons pas connaissance d'un document qui traite le cas précis de la région de Kayes à cet effet.*

Les acteurs auprès desquels nous avons effectué des interviews, notamment les jeunes, les femmes, y compris les hommes ont souligné que les femmes et les jeunes ne sont pas bien impliqués dans les initiatives de sécurité au Mali malgré le fait qu'elles/ils soient les plus nombreux et les plus touché-e-s par les problèmes d'insécurité. Ainsi, un interlocuteur, occupant une fonction de haute responsabilité en lien avec la sécurité a souligné que :

Les jeunes et les femmes sont oubliés à tous les niveaux. Même au niveau de la Commission de la Défense nationale, de la sécurité et de la protection civile qui est un secteur clé dans la gouvernance de la sécurité, on ne met pas suffisamment l'accent sur leurs préoccupations. {…} Ils sont aussi moins impliqués dans les différents processus de gestion et de réforme du domaine de la sécurité[79]*.*

Le rapport entre FDS et population de Kayes est rapport de méfiance, car les éléments FDS sont perçus majoritairement comme des prédateurs et comme de gens qui spolient les populations. Quand on a affaire avec un policier, la première de choses, on réfléchit sur le montant à lui proposer ou par quel réseau faut-il jouer pour dénouement heureusement de la situation[80]*.*

On note que le secteur de la sécurité garde un visage plus professionnel. Même si la rhétorique officielle fait état de l'implication des populations civiles dans le processus de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité, force est de reconnaitre que les acteurs eux-mêmes se disent marginalisés, voire exclus du processus.

[79] Interlocuteur, Bamako, novembre 2020.

[80] Témoignage d'une jeune femme participante à l'atelier de restitution , février 2021 à Kayes ville.

CHAPITRE 4

DES INITIATIVES LOCALES DE SÉCURITÉ À LA PROBLÉMATIQUE DU RESPECT DES DROITS HUMAINS À KAYES

La région de Kayes fait l'objet à une criminalité transnationale et d'autres formes du banditisme. Beaucoup des enquêtés ont aussi mis en évidence l'existence des activités illicites dans les zones frontalières (médicaments, motos, carburant et cigarettes surtout). A Sadiola, une attention particulière a été accordée à l'exploitation artisanale de l'or et aux conflits récurrents entre les acteurs, notamment les orpailleurs.

S'agissant des tensions qui rythment le quotidien des populations, la question d'esclavage reste un sujet très sensible dans la région. Malgré l'effectivité des dispositions légales (article 2 de la constitution du Mali qui établit l'égalité entre tous les maliens. (Décret n°92-073 p-CTSP du 25 février 1992), les pratiques assimilées à l'esclavage persistent dans plusieurs localités et en particulier les milieux soninkés.

Les acteurs que nous avons rencontrés sur le terrain ont parlé de nombreuses initiatives de sécurité locales, nationales, régionales et internationales qui sont en œuvre au Mali.

Dans ce travail, l'accent est mis sur les initiatives endogènes.

Certains interlocuteurs ont souligné l'existence de **brigades de vigilance** dans certaines communes, notamment à Sadiola et à Nioro. Il convient de mentionner que ces brigades et autres organes similaires sont de nouveaux acteurs dont leur existence se justifie par le déséquilibre criard entre les attentes des communautés sur le plan sécuritaire et les réponses apportées à cet effet, mais surtout par la difficulté qu'éprouve l'État central et ses démembrements à assurer, de manière permanente et globale, la sécurité des personnes et des biens.

En effet, la dégradation de la situation sécuritaire et politique du pays a aussi multiplié les porteurs d'armes, qu'ils se revendiquent des groupes radicaux violents ou de l'autodéfense villageoise. Ces derniers ont ensuite pris de plus en plus de place dans la vie quotidienne des communautés en commettant parfois des exactions et/ou des bavures contre les populations civiles dont ils prétendent sécuriser et protéger. Comme beaucoup de groupes d'autodéfense ou de miliciens, ils se présentent comme des acteurs en phase avec les communautés et capables de répondre immédiatement aux demandes

de ces dernières sur de petits délits ou des problèmes de conflits fonciers ou d'accès aux ressources. Cependant, certains enquêtés ont mis en évidence les excès de certains groupes de vigilance.

A Kayes il y a le Comité du Développement du Quartier (CDQ) qui est présent dans tous les quartiers et se réunit mensuellement chez le chef du quartier. Il y a des membres du CDQ qui sont en complicité avec certains voleurs du quartier. Ces comités d'ailleurs ne sont pas du tout opérationnels[81]*.*

Des propos des personnes interviewées, la forme d'esclavage pratiquée s'assimile à l'esclavage héréditaire ou esclavage par ascendance ou coutumier. Ainsi, les personnes concernées (esclaves) sont considérées comme des sous hommes, appartenant à une classe sociale inférieure, par ricochet, un statut inférieur. De ce fait, les esclaves sont soumis (par les descendants d'anciens maîtres d'esclaves dits nobles ayant un statut social supérieur) à des pratiques dégradantes et humiliantes[82].

Cependant, la révolte de certains descendants d'esclaves à se soumettre à cette pratique néfaste, dégradante et le refus des *« nobles »* pour des raisons coutumières, économiques et de pouvoir, d'accepter cet état de fait, ont contribué à créer une situation de conflit et de procéder à l'exclusion de certaines catégories de la population dans la gouvernance locale. C'est en faveur d'un mouvement de révolte qu'est créée, en avril 2017, par les descendants d'anciens esclaves résidant en France et au Mali, l'Association *« Rassemblement Malien pour la Fraternité et le Progrès (RMFP) en langue française, encore appelée « Gambana » qui signifie littéralement en langue soninké « Nous sommes tous égaux »* dans le but de recouvrer leurs liberté et dignité. Ce mouvement de refus/révolte touche certains villages de la région, essentiellement Sarakolés. La quantité et le niveau de détail des données recueillies concernant ces révoltes varient d'une localité a`l'autre, voire a`l'intérieur d'une même localité sur le phénomène d'esclavage.

[81] Focus group Femmes à Kayes ville, novembre 2020.

[82] Voir à cet effet, l'article de Gabriel Tiénou : Mali : les pratiques esclavagistes et vide juridique mettent des vies humaines en danger à Kayes. www.cenozo.org/en/ articles/267

Il est à noter que parmi les facteurs qui attirent les acteurs à regagner les groupes radicaux violents, il y a la quête d'un statut social plus valorisant et le sentiment d'être lésé par l'organisation sociale[83]. Cependant, la pratique esclavagiste est non seulement une violation grave des droits de l'homme, mais aussi un facteur de radicalisation violente de certains individus.

[83] Aly TOUNKARA,(2019). Djihad à ké-Macina dans le centre du Mali. Prosélytisme religieux ou enjeux socio-économique ? Paris, Harmattan.

CHAPITRE 5

POUR UNE PARTICIPATION RÉELLE ET INCLUSIVE DES POPULATIONS CIVILES DANS LE PROCESSUS DE LA RSS

Au cours de notre enquête, quelques points ont été identifiés par les interlocuteurs comme des obstacles et d'autres comme des opportunités.

5.1 OBSTACLES

Outre le nombre insignifiant des organisations de la société civile, en occurrence les jeunes et les femmes et l'occupation des postes à faible responsabilité dans les dynamiques de la gouvernance du secteur de la sécurité et de la gouvernance (en général), les acteurs interviewés sur le terrain ont mentionné l'existence d'autres situations sociales qui, bien analysées, peuvent être considérées comme des obstacles à leur participation effective. Il s'agit de l'attitude de certains acteurs étatiques, coutumiers et religieux qui ne favoriseraient pas l'implication des jeunes et des femmes. Étant sous l'emprise de certaines considérations d'ordre traditionnel et religieux, les femmes et les jeunes ne sont pas considérés comme des acteurs autonomes à part entière, mais des sujets.

Dans la société malienne, la gouvernance (de la famille ou du pays) des jeunes et des femmes est perçue comme une anomalie passagère. Cette perception rend difficile leur implication réelle et effective pour une sécurité pour tous[84]*.*

Le manque de volonté politique de la part des décideurs à mettre en œuvre les différents engagements sous régionaux et internationaux qu'ils ont signés sur l'implication des jeunes, des femmes et des personnes vivant avec un handicap dans les processus de décision a aussi été identifié comme un obstacle majeur.

5.2 OPPORTUNITÉS

De nombreuses opportunités ont été soulignées au cours de la présente recherche sur la participation effective des organisations de la société civile dans les initiatives de sécurité. Certains enquêtés ont mis l'accent sur l'appli-

[84] Ressortissant de Kayes à Bamako, novembre 2020.

cation des différents traités, chartes et autres documents juridiques signés par le gouvernement malien. D'autres ont surtout mis en exergue la volonté et le désir des organisations de la société civile d'intégrer effectivement les initiatives de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité. Comme précédemment évoqué, les actes de sensibilisation, de plaidoyers et de communication constituent des potentiels à utiliser par les organisations de la société civile afin de jouer pleinement les rôles qui sont les leurs dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité.

Une autre opportunité non négligeable dans la région, c'est aussi le poids de sa diaspora dans l'économie locale et la présence des entreprises d'exploitation minière. La diaspora joue un rôle important dans le développement de la région. D'ailleurs, la plupart des infrastructures sanitaires et éducatives réalisées dans la région sont l'œuvre de ses ressortissants à travers le monde. Ces acteurs peuvent constituer une véritable passerelle entre les communautés et les professionnels du secteur de la gouvernance et de la réforme de la sécurité pour une approche inclusive et participative.

Enfin, les sociétés minières représentent un atout pour la localité. Au regard même de la nature de leurs activités (exploitation minière), elles ont pu développer des stratégies et des mécanismes incluant les communautés dans les projets du développement les concernant. Cette expérience d'approche communautaire pourrait être saisie par les acteurs en charge de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité afin d'arriver à une sécurité pour tous.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **Assemblée Nationale (PNG-Mali).** *Politique nationale genre du Mali.*
- **Augustin Loada et Ornella Moderan, (2015).** *Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF.*
- **Cvetek, N ; Daiber, F. (2009).** *« Qu'est-ce que la société civile ? » Antananarivo.*
- **DCAF/ISSAT[85]. (2014)** *Manuel de formation : Introduction à la Réforme du Secteur de la Sécurité.*
- **Doumbia, S et Dakouo A. (2016).** *Analyse et recueil des textes applicables à la réforme du secteur de la sécurité (RSS).*
- **Gaanderse, M; Valasek, K. (Eds). (2011)** *Le Secteur de la Sécurité et le Genre en Afrique de l'Ouest : une étude de la police, de la défense, de la justice et des services pénitentiaires dans les pays de la CEDEAO, Genève : DCAF.*
- **Kristin Valasek,(s.d.).** *Place de la femme dans la Réforme du Secteur de la Sécurité, DCAF.*
- **DECAF(2011).** *Le secteur de la sécurité et le genre en Afrique de l'ouest. Une étude de la police, de la défense, de la justice et des services pénitentiaires dans les pays de la CEDEAO.*
- **PNUD. (2018).** *Stratégie genre de PNUD Mali 2018-2020.*
- **Les Cahiers de MaCoTer.** *Sécurité/insécurité. Le nouveau paradigme des politiques publiques en Afrique, N°, 1, octobre 2020.*

- **Lorentzen, J ; Touré, NA, Gaye B. (2019).** *Participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali. Peace Research Institute Oslo (PRIO), Norvège.*

- **Löwenthal, P. (2005).** *« Société civile et participation politique. Le cas de la coopération au développement », Mondes en développement (no 129), p. 59-73. DOI 10.3917/med.129.0059.*

- **Maiga, M D. (2011).** *Genre, Paix, Sécurité et Stabilité au Mali.*

- **Megan Bastrick et Tobie Whitman,** *Guide pour les femmes sur la réforme du Secteur de la Sécurité, DCAF (Centre pour la Sécurité, le Développement et l'État de Droit).*

- **Moulaye, Z. (2011).** *Quelle gouvernance de la sécurité ? « Problématique sécuritaire et gouvernance démocratique de la sécurité au Mali ».*

- **Quantin, P. (2008).** *« Le rôle politique des sociétés civiles en Afrique : vers un rééquilibrage », Revue internationale et stratégique, (n°72).*

- **Roy. A (2005).** *« La société civile dans le débat politique au Mali », etudesafricaines.revues.org/5477.*

- **Sidibé, A ; Traoré, I S; Touré, N A. (2015).** *Problématique de la sécurité et violation des droits de l'homme au Mali. Rapport d'études.*

- **Sten Hagberg, Ludovic O. Kibora, Sidi Barry, Yacouba Cissao, Siaka Gnessi, Amado Kaboré, Bintou Koné et Marietou Zongo(2019),** *Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Fasso.*

- **Thiriot, C (2002).** *« Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali » revue internationale de politique comparée, vol 9, p 277-295.*

- **Tounkara, A. (2015).** *Femmes et discriminations au Mali, Paris, Harmattan.*

WEBOGRAPHIE

https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/

https://www.un.org/press/fr/2015/pi2146.doc.htm

www.prio.org

https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/african_youth_charter_2006f.pdf

https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/afr_charter_human_people_rights_1981f.pdf

https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/declaration_gender_equality_2004f.pdf

http://www.carmma.org/fr/resource/d%C3%A9cennie-des-femmes-africaines

http://www.afrique-gouvernance.net/article13_fr.html

https://www.ndi.org/sub-saharan-africa/mali

A propos de l'étude :

L'implication des acteurs sociopolitiques maliens dans le processus de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est diversement appréciée par l'Etat et la société civile. Pour le premier, le processus a été inclusif, pour la seconde, elle en a été juste informée.

De toute évidence, le contrôle démocratique du secteur de la sécurité reste un défi, d'autant plus que la méfiance entre les forces de défense et de sécurité et la population est profonde.

Partant de ce constat, la Friedrich-Ebert-Stiftung a initié un projet triennal intitulé « Sécurité pour tous » co-financé par l'Union européenne. Ce projet vise à contribuer à la mise en place d'actions et d'institutions garantissant que la mission de sécurité soit plus responsable, plus adaptée et plus équitable face aux besoins de sécurité de la population. La participation de la société civile aux processus de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité sera renforcée au Mali, au Nigéria, au Cameroun et dans l'espace élargi de la CEDEAO.

Dr Aly TOUNKARA
Enseignant-Chercheur

Mme Maichata COULIBALY
Experte en Genre et Décentralisation

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

CERM
Centre d'Etudes et de Réflexion au Mali

Co financé par l'Union européenne